

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le,25/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARROW MACON EURL**

134 boulevard Haussmann  
75008 Paris

Références : FL/NM/2023/M\_132  
Code AIOT : 0025300039

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement ARROW MACON EURL implanté Espace d'activités Sennecé - RD 205 Sennecé-les-Mâcon 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 13/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

A la suite de l'inspection du 21 août 2018, le préfet de Saône-et-Loire, sur proposition de l'inspection des installations classées, a mis en demeure l'exploitant, en application de l'article L. 171-8, par arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2019-312-1 du 8 novembre 2019, de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 :

I – Au plus tard le 18 novembre 2019 :

- en équipant le site d'un deuxième groupe motopompe diesel fonctionnel et alimentant le système d'extinction automatique d'incendie de l'entrepôt couvert ;
- en assurant la disponibilité des besoins en eau nécessaires pour la défense contre l'incendie, tels qu'ils sont définis à l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012.

L'inspection du 14 juin 2022 avait pour objectif de réaliser un récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2019-312-1 du 8 novembre 2019 et à la précédente inspection du 6 juillet 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARROW MACON EURL
- Espace d'activités Sennecé - RD 205 Sennecé-les-Mâcon 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0025300039

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Arrow Mâcon EURL, spécialisée dans la location de biens immobiliers, dont le siège social est situé 134, boulevard Haussmann à Paris, exploite sur le territoire de la commune de Sennecé-lès-Mâcon une plateforme logistique.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 05/2091/2-3 du 13 juillet 2005 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2012319-0009 du 14 novembre 2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- agressions de la foudre ;
- marquage d'équipement sous pression ;
- défense extérieure contre l'incendie ;
- extinction automatique d'incendie ;
- détection et coupure de gaz.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...
- 

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Agressions de la foudre - Récolement aux précédentes inspections	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Sans objet
5	Marquage d'ESP - Récolement aux précédentes inspections	Code de l'environnement du 01/07/2015, article R. 557-2-3	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Défense extérieure contre l'incendie - Récolement à mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/11/2019, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Défense extérieure contre l'incendie - Modification de prescription	AP Complémentaire du 14/11/2012, article 13	Susceptible de suites	Sans objet
3	Extinction automatique d'incendie - Récolement aux précédentes inspections	AP Complémentaire du 14/11/2012, article 13	Susceptible de suites	Sans objet
6	Détection et coupure de gaz - Récolement aux précédentes inspections	AP Complémentaire du 13/07/2005, article 7.5.3	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, 2 non-conformités de précédents rapports d'inspection, sur les thèmes suivants, sont maintenues :

- agressions contre la foudre ;
- marquage des équipements sous pression.

Par ailleurs et au regard des constats faits lors de la visite d'inspection et des documents et renseignements transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées constate que ce dernier a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2019- 312-1 du 8 novembre 2019, concernant la défense extérieure contre l'incendie. Pour mémoire, l'inspection des installations classées relevait, au travers du précédent rapport de l'inspection du 6 juillet 2021 que l'exploitant avait satisfait aux dispositions de cette même mise en demeure, concernant son système d'extinction automatique d'incendie alimenté à l'aide de deux groupes motopompes diesels et par deux réservoirs de 450 m<sup>3</sup> de capacité unitaire.

En conclusion, l'exploitant a satisfait à l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2019-312-1 du 8 novembre 2019. Deux demandes de compléments sont formulées pour les 2 non-conformités persistantes, l'inspection considérant à ce stade que la nature des écarts ne justifie pas d'engager une mesure de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Défense extérieure contre l'incendie - Récolement à mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/11/2019, article 1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2021,</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société Arrow Mâcon EURL est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au parc d'activité Mâcon nord sur la commune de Sennecé-lès-Mâcon, de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 susvisé :</p> <p>I – Au plus tard le 18 novembre 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en équipant le site d'un deuxième groupe motopompe diesel fonctionnel et alimentant le système d'extinction automatique d'incendie de l'entrepôt couvert ;</li> <li>• en assurant la disponibilité des besoins en eau nécessaires pour la défense contre l'incendie, tels qu'ils sont définis à l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 susvisé.</li> </ul> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b> Rappels des constats de l'inspection précédente du 6 juillet 2021 relatifs au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2019-312-1 du 8 novembre 2019 pour la défense extérieure contre l'incendie :</p> <p>« Comme cela a été mentionné précédemment, les poteaux d'incendie n° 1 et 2 ne sont toujours pas conformes, puisqu'au dernier contrôle du 8 février 2021 ils ne délivraient pas 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar (ces poteaux d'incendie délivraient alors respectivement 50,8 et 46,8 m<sup>3</sup>/h), et ce, contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009 du 14 novembre 2012 [...].</p> <p>Demande de compléments n° 4 : l'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées les conclusions des nouvelles mesures de débits des poteaux d'incendie n° 1 et 2, par utilisation simultanée, après la reprise de l'architecture du réseau nord et les actions qu'il compte in fine entreprendre et sous quels délais. »</p> <p>Sur relance de l'inspection des installations classées et par message électronique du 10 juin 2022, le conseil de l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• indiqué que : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ « le site comporte au moins 11 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. En effet, le site possède 7 poteaux incendies équipés d'un raccord normalisé et de 2 bassins incendie qui sont équipés de 2 raccords chacun. » ;</li> <li>◦ « il est possible d'avoir un débit simultané supérieur à 120 m<sup>3</sup>/h sur deux poteaux mais certains poteaux ne sont pas en mesure de fournir un débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h. Une bache incendie de 120 m<sup>3</sup> a donc été installée sur le site en tant que mesure compensatoire (dimensionnement vu avec le SDIS) » ;</li> </ul> </li> <li>• transmis le procès-verbal de réception de travaux du 16 mai 2022, établi entre la société SNC Pierre PHILIPPOT, représentant la société ARROW France Lille et la société Archimbaud TP, concluant à une réception totale avec 4 réserves dont 1 levée (réserves restantes concernant : l'installation d'une poignée de manœuvre du regard, la fourniture du dossier des ouvrages exécutés, l'installation de panneaux d'interdiction de stationnement, de stationnement pompier et d'eau non potable).</li> </ul> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, le 14 juin 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une nouvelle réserve souple.</p> <p>En synthèse de l'inspection du 14 juin 2022 et par message électronique du 16 juin 2022,</p>

<p>l'inspection des installations classées à demandé à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rapport des essais du 7 juin 2022 pour la détermination des débits des poteaux d'incendie sous 1 bar dynamique, en usage unitaire et en usage simultané ;</li> <li>• la fiche de communication au SDIS 71 concernant la nouvelle réserve souple aérienne d'eau d'extinction d'incendie.</li> </ul> <p>Par message électronique du 1er juillet 2022, le conseil de l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• communiqué les éléments attendus ;</li> <li>• précisé que : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ « l'installation de la bâche incendie de 120 m<sup>3</sup> récemment installée (située entre les PI 1 et 2) permet :</li> <li>▪ de combler l'insuffisance relative aux débits unitaires de ces 2 PI ;</li> <li>▪ d'assurer la demande de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2012 demandant à ce que le réseau fournisse 120 m<sup>3</sup>/h. Ici les 120 m<sup>3</sup>/h demandés sont assurés par l'utilisation d'1 PI + la bâche incendie » ;</li> <li>◦ « même sans considérer les 2 PI du réseau nord, toutes les cellules sont à moins de 100 m d'un point d'eau permettant de fournir 60 m<sup>3</sup>/h. »</li> </ul> </li> </ul> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant, par des moyens différents, répond aux objectifs fixés par l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012, pour la défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant a ainsi satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2019-312-1 du 8 novembre 2019, concernant la défense extérieure contre l'incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours les justificatifs démontrant la levée de l'intégralité des réserves listées au sein du procès-verbal de réception de travaux du 16 mai 2022, établi entre la société SNC Pierre PHILIPPOT, représentant la société ARROW France Lille et la société Archimbaud TP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Défense extérieure contre l'incendie - Modification de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/11/2012, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par deux réseaux distincts ; chacun des réseaux doit être capable de fournir aux lances et autres équipements du réseau incendie :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h ;</li><li>◦ un débit total de 120 m<sup>3</sup>/h ;</li></ul></li></ul> <p>pendant deux heures avec une pression en sortie de 1 bar minimum.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• deux bassins de 300 m<sup>3</sup> utiles équipés de prises d'eau normalisées. Une convention établie entre l'exploitant et PROLOGIS France LVI permet d'assurer à tout instant la disponibilité et l'accessibilité des ces deux capacités en eau.</li><li>• 11 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé</li><li>• [...]</li></ul> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p>
<b>Constats :</b> Compte tenu de l'évolution des moyens mis en place par l'exploitant pour assurer la défense extérieure contre l'incendie en raison de l'insuffisance persistante des débits des poteaux d'incendie n° 1 et 2 et de la mise en place d'une réserve souple de 120 m <sup>3</sup> utiles, il apparaît nécessaire de modifier les dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral n° 05/2091/2-3 du 13 juillet 2005, elles-mêmes modifiées par l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009 du 14 novembre 2012. <p>En conséquence, les arrêtés préfectoraux n° 05/2091/2-3 du 13 juillet 2005 et n° 2012319-0009 du 14 novembre 2012 feront l'objet d'une prochaine modification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite, un arrêté préfectoral complémentaire sera ultérieurement proposé afin de modifier les prescriptions applicables.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Extinction automatique d'incendie - Récolement aux précédentes inspections**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/11/2012, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• [...]</li><li>• un système d'extinction automatique d'incendie alimenté à l'aide de deux groupes motopompes diesels et par deux réservoirs de 450 m<sup>3</sup> de capacité unitaire ;</li><li>• [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Rappels des constats de l'inspection précédente du 6 juillet 2021 relatifs au système d'extinction automatique d'incendie : <p>« Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir sollicité la société Axima pour la formalisation d'une procédure de vérification périodique du niveau de remplissage des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2 et envisager la mise en place d'un affichage spécifiant le niveau minimal impliquant une livraison de carburant, au sein des conteneurs accueillant ces groupes, à proximité du nouvel afficheur alphanumérique et graphique indiquant les niveaux de remplissage des réservoirs.</p> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, l'inspection des installations classées a constaté la présence du nouvel afficheur alphanumérique et graphique, modèle BAMOWIZ 213. Ce dernier affichait, respectivement pour les réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2, les taux de remplissage suivants : 83,9 et 85,2 %, induisant ainsi une autonomie suffisante pour le fonctionnement du système d'extinction automatique, et ce, sur la base des calculs établis par l'exploitant. [...]</p> <p>Demande de compléments n° 5 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la procédure interne de vérification périodique du niveau de remplissage des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2 ;</li><li>• une photographie justifiant de la mise en place d'un affichage spécifiant le niveau minimal impliquant une livraison de carburant, au sein des conteneurs accueillant ces groupes, à proximité du nouvel afficheur alphanumérique et graphique indiquant les niveaux de remplissage des réservoirs. »</li></ul> <p>Sur relance de l'inspection des installations classées et par message électronique du 10 juin 2022, le conseil de l'exploitant a indiqué que : « les sujets des réparations et la procédure de remplissage pourront être discutés en salle lors de la visite d'inspection prévue le 14/06/2022. »</p> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, le 14 juin 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une affiche, à proximité du nouvel afficheur alphanumérique et graphique, indiquant « prévoir remplissage de fioul lorsque le niveau restant atteint 1/3 des réserves ».</p> <p>En synthèse de l'inspection du 14 juin 2022 et par message électronique du 16 juin 2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre la procédure de vérification périodique du niveau de remplissage des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2 afin de solder la demande de compléments n° 5 du rapport de l'inspection réalisée le 6 juillet 2021.</p>



Par message électronique du 1er juillet 2022, le conseil de l'exploitant a transmis une photographie de l'affiche susmentionnée et a indiqué que « la procédure de vérification périodique du niveau de remplissage et de remplissage des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2 est affichée dans le local sprinkler [...]. Lors des essais hebdomadaires, le mainteneur prévoit un remplissage lorsque le niveau des réservoirs atteint 1/3. »

En conséquence, l'inspection des installations classées rappelle à nouveau qu'un affichage ne constitue pas une procédure et conclut que la demande de compléments n° 5 du rapport de l'inspection réalisée le 6 juillet 2021 n'est pas soldée.

Pour autant, l'inspection des installations classées n'identifie pas, à ce stade, de prescription réglementaire imposant la formalisation d'une telle procédure de vérification périodique du niveau de remplissage des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2. Ce moyen est alors laissé à l'appréciation de l'exploitant. Par contre, ce dernier endosse la pleine responsabilité de garantir une autonomie suffisante pour le fonctionnement du système d'extinction automatique via le remplissage suffisant en carburant des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2.

**Observations :** Il est rappelé à l'exploitant que lors de l'inspection du 21 janvier 2020, les jauges pneumatiques des niveaux de remplissage des réservoirs des groupes motopompes diesel B1 et B2 indiquaient 30 % et 80 %.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Agressions de la foudre - Récolement aux précédentes inspections**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<b>Constats :</b> Rappels des constats de l'inspection précédente du 6 juillet 2021 relatifs à la protection contre la foudre : <p>« Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté [...] les deux derniers relevés [...] mensuels de vérification de 4 compteurs de foudre du 7 mai et du 3 juin 2021 mentionnant, chacun, un total de 0 impact.</p> <p>L'inspection des installations classées a souhaité connaître les emplacements de ces compteurs pour en vérifier certains lors du contrôle par sondage des installations. Le plan projeté par l'exploitant mentionnait un nombre de compteurs supérieur à 4.</p> <p>Cependant, l'inspection des installations classées relève par ailleurs que le carnet de bord n° CDB00215-220819-B, dans sa version du 22 août 2019, élaboré par la société France Protection Foudre et transmis par message électronique du 27 août 2019, et ce, après l'inspection du 21 août 2019, comptabilise 7 compteurs de foudre. [...]</p> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, l'inspection des installations classées a constaté que les compteurs de foudre numérotés C4 et C7 comptabilisaient, chacun, un total de 0 impact.</p> <p>L'inspection des installations classées maintient donc la non-conformité n° 8 de son rapport référencé FL/NM/101019/3883/188 du 14 octobre 2019 en raison d'une organisation perfectible ne permettant pas à l'exploitant, en cas de coup de foudre enregistré, de diligenter une vérification visuelle de l'exhaustivité des dispositifs de protection concernés dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Demande de compléments n° 7 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la mise à jour de la nouvelle stratégie de vérification des compteurs de foudre afin qu'il puisse diligenter une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent, en cas de coup de foudre enregistré sur l'ensemble des compteurs de foudre du site. »</p> <p>Sur relance de l'inspection des installations classées et par message électronique du 10 juin 2022, le conseil de l'exploitant a indiqué que : « la société DALKIA réalise un relevé des compteurs des énergies et des impacts foudre mensuellement sur site.</p> <p>De plus, la société BNP, gestionnaire technique site, dispose d'un abonnement météorologique spécifique pour être prévenue en cas d'orage et d'impact foudre sur le secteur et peut donc vérifier rapidement si un impact a été constaté sur le bâtiment.</p> <p>En cas d'impact foudre avéré, une visite de vérification des installations foudre est engagée le cas échéant. »</p> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, le 14 juin 2022, l'inspection des installations classées a démontré à l'exploitant que le document de suivi des compteurs foudre de la société Dalkia est incomplet en vérifiant la présence des compteurs C1, C4, C5, C6 et C7.</p>

En synthèse de l'inspection du 14 juin 2022 et par message électronique du 16 juin 2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre la justification de mise à jour du document de suivi des compteurs foudre par la société Dalkia pour l'intégration des dispositifs manquants et la vérification initiale de l'ensemble de ces compteurs du site.

Par message électronique du 1er juillet 2022, le conseil de l'exploitant n'a pas abordé ce sujet.

En conséquence, l'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 8 du rapport de l'inspection réalisée le 21 août 2019 et la demande de compléments n° 7 du rapport de l'inspection réalisée le 6 juillet 2021.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 557-2-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits et équipements à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les marquages prévus à l'article L. 557-4 et par le présent chapitre sont apposés de manière visible, lisible et indélébile sur le produit ou équipement ou sur sa plaque signalétique. [...]</p>
<b>Constats :</b> Rappels des constats de l'inspection précédente du 6 juillet 2021 relatifs aux équipements sous pression : <p>« Lors du contrôle par sondage des installations, l'inspection de l'environnement a constaté la présence d'une nouvelle étiquette autocollante sur le vase d'expansion associé à la chaudière de l'établissement qui apparaissait, lui-même, avoir été remplacé.</p> <p>Pour autant, l'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 10 de son rapport référencé FL/NM/101019/3883/188 du 14 octobre 2019 en raison, non plus du manque de lisibilité, mais du caractère non indélébile (étiquette autocollante pouvant être aisément retirée et fortement soumise aux risques de détérioration dans le temps comme cela avait été constaté avec l'étiquette du précédent équipement lors de l'inspection du 21 août 2019).</p> <p>Demande de compléments n° 6 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la preuve démontrant que le vase d'expansion associé à la chaudière de l'établissement dispose de marquages visibles, lisibles et indélébiles sur celui-ci ou sur sa plaque signalétique répondant aux exigences de l'article L. 557-4 et du chapitre VII, du titre V, du livre V, de la partie réglementaire du code de l'environnement relatif aux produits et équipements à risques. »</p> <p>Sur relance de l'inspection des installations classées et par message électronique du 10 juin 2022, le conseil de l'exploitant a indiqué que : « le vase d'expansion chaufferie date de 2020. Une inspection périodique est prévue en juillet 2023 et la requalification périodique (ou le remplacement) sera prévue en juillet 2030. Le caractère indélébile du marquage du vase d'expansion pourra être discuté durant la visite d'inspection prévue le 14/06/2022. »</p> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, le 14 juin 2022, l'inspection des installations classées a constaté la persistance de l'étiquette autocollante sur le vase d'expansion associé à la chaudière de l'établissement.</p> <p>En synthèse de l'inspection du 14 juin 2022 et par message électronique du 16 juin 2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre la justification de la mise en place d'un marquage visible, lisible et indélébile en précisant qu'une étiquette autocollante ne correspond pas à la notion d'un marquage indélébile comme le démontre l'état de l'étiquette du précédent équipement remplacé.</p> <p>Par message électronique du 1er juillet 2022, le conseil de l'exploitant a indiqué que « concernant le sujet de l'affichage des informations techniques sur le vase d'expansion, il est prévu lors de la prochaine maintenance en chaufferie de faire inscrire sur le vase les informations techniques présentes dans la documentation de l'équipement. »</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées relève une non-conformité en constatant</p>

que le vase d'expansion associé à la chaudière de l'établissement, constituant un équipement sous pression, ne répond pas aux exigences des articles L. 557-4 et R. 557-2-3 du code de l'environnement disposant que les appareils à pression ne peuvent être utilisés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité et d'étiquetage et que cette conformité est attestée par un marquage, apposé de manière visible, lisible et indélébile sur l'équipement ou sur sa plaque signalétique avant sa mise sur le marché.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Détection et coupure de gaz - Récolement aux précédentes inspections**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/07/2005, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.</p> <p>La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage et la détection de gaz dans le local chaufferie et leurs asservissements sont notamment obligatoires. [...]</p> <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.</p> <p>[...]</p> <p>Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des dispositifs d'alarmes sonores et visuelles destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ;</li><li>• une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.</li></ul> <p>La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Rappels des constats de l'inspection précédente du 6 juillet 2021 relatifs à la détection de gaz : <p>« Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une centrale de détection de marque Oldham avait été réceptionnée et installée ainsi que deux détecteurs de gaz de la même marque.</p> <p>Lors du contrôle par sondage des installations, la présence de ces nouveaux équipements a été constaté au sein du local abritant l'appareil de combustion du site.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'en raison de retards d'approvisionnement, il restait à venir la réception des électrovannes, leur installation ainsi que la réception de l'ensemble de l'installation.</p> <p>L'inspection des installations classées maintient alors la demande de compléments n° 8 de son rapport référencé FL/NM/101019/3883/188 du 14 octobre 2019.</p> <p>Demande de compléments n° 8 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réception sans réserve de l'ensemble de l'installation de détection de gaz et de coupure de l'alimentation de gaz associée à l'appareil de combustion du site. »</p> <p>Sur relance de l'inspection des installations classées et par message électronique du 10 juin 2022, le conseil de l'exploitant a indiqué que : « les travaux sur la chaufferie concernant l'installation de la détection gaz et des électrovannes associées ont bien été réalisés » et a transmis un document de la société Pividal, rédigé le 29 décembre 2021 et attestant « avoir réalisé l'asservissement des deux vannes gaz depuis la centrale de détection gaz conformément aux préconisations constructeur ».</p> <p>En synthèse de l'inspection du 14 juin 2022 et par message électronique du 16 juin 2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre la justification de la mise en place d'une maintenance, d'essais, d'un étalonnage périodique concernant l'installation de détection de gaz et de coupure de l'alimentation de gaz associée à l'appareil de combustion du site.</p>

Par message électronique du 1er juillet 2022, le conseil de l'exploitant a indiqué que :

- « l'attestation de l'installateur a été émise en décembre 2021 » ;
- « l'installation a été intégrée dans la gamme de mainteneur du gestionnaire technique BNP » ;
- « une vérification de l'installation sera programmée pour décembre 2022 / janvier 2023. »

Ces éléments n'appellent aucune observation de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet